

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Coronavirus • (Page 08)

Deutsche Bank va fermer 20% de ses agences

Coronavirus, paiements sans contact, développement des néo-banques, accélération de la numération...

Jeux vidéo • (Page 08)

Microsoft débourse 7,5 milliards pour un mastodonte

Le géant de l'informatique veut se repositionner dans l'univers des jeux vidéo en s'offrant «Fallout»...

Rebasage du Produit intérieur brut du Togo • (Pages 03)

Le PIB réévalué à 36,5%



Assemblée nationale • (Page 02)

Débats d'orientation budgétaire 2021-2023



BRVM • (Page 04)

La SGI CGF Bourse autorisée à exercer l'activité de bourse en ligne

Le Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers (CREPMF) a autorisé la Société de Gestion...

Niger / Economie

La BAD pour la constitution d'une main-d'œuvre qualifiée

Le Projet d'appui au développement de l'enseignement et de la formation professionnelle et technique (PADEFPT) est mis en œuvre, entre 2011 et 2020 au Niger. Il a permis... • (Page 06)

Grand Lomé • (Page 11)

Bientôt l'adressage total de la capitale

Une équipe du District autonome du grand Lomé (DAGL) a initié une rencontre ce mardi 22 septembre destinée à présenter aux maires des 13 communes que cette autorité chapeaute...

Logistique • (Page 04)

Van Vliet livre des camions pour 700 millions FCFA

Van Vliet Automotive, filiale togolaise du néerlandais Van Vliet Automotive Group, a procédé mardi 22 septembre...

LE NOUVEAU REPORTER

L'info accessible

Consultez-nous, suivez nous sur nos réseaux sociaux, contactez-nous...

www.leconomistedutogo.com

Le portail de médias qui garantit l'accès à l'actualité de vos affaires

Tél : 00229 62 60 77 77 / 62 60 77

leconomistedutogo@gmail.com



Assemblée nationale

Débat d'orientation budgétaire 2021- 2023

Au Togo, l'Assemblée nationale a procédé, mardi 22 septembre 2020 aux discussions sur le débat d'orientation budgétaire 2021-2023, qui préfigure l'essentiel des priorités qui seront affichées dans le projet de budget gestion 2021.



● **Vivien ATAKPABEM**

La commission des finances et du développement économique de l'Assemblée nationale a procédé ce mardi 22 septembre 2020 aux discussions sur le débat d'orientation budgétaire 2021-2023, conformément aux dispositions de la loi organique n°2014-013 du 27 juin 2014 relative aux lois de finances (LOLF), notamment en son article 52. Les travaux ont été dirigés par l'honorable Mawoussi Djossou Semodji, Président de ladite commission. Le débat d'orientation budgétaire tenu ce mardi 22 septembre à l'Assemblée Nationale est organisé en prélude au projet de budget qui sera déposé par le gouvernement sur la table

des députés. Au cours des travaux d'orientation budgétaire, les parlementaires ont échangé sur l'évolution de la situation économique du pays sur les trois prochaines années et ont planché sur les priorités du projet de budget gestion 2021. Il était question également de faire le bilan à mi-parcours de l'impact de la pandémie de la Covid-19 sur l'économie et sur les finances publiques. « Pour la deuxième année consécutive, l'institution parlementaire s'honore de débattre de l'évolution de la situation financière de notre pays sur les trois prochaines années. Cette formalité substantielle, dès l'ouverture de cette session permettra à l'Assemblée nationale de disposer du temps de réflexion

nécessaire pour délibérer sur le projet de budget qui sera déposé par le Gouvernement. Cette opportunité nous permettra d'analyser dans une perspective constructive et participative les engagements pluriannuels envisagés ainsi que la structure et la gestion de la dette bien avant le vote du budget. Nous pourrions aussi examiner le positionnement des dépenses publiques fin d'envisager les ajustements nécessaires pour maintenir le cap des grandes priorités de développement » a indiqué la Présidente de l'Assemblée nationale Yawa Djigbodi TSEGAN. Le débat d'orientation budgétaire de cette année se déroule dans un contexte marqué fondamentalement par l'impact néfaste de la pandémie de la COVID 19 sur l'économie mondiale. Les échanges ont porté aussi sur l'examen du positionnement des dépenses publiques afin d'envisager les ajustements nécessaires pour maintenir le cap des grandes priorités de développement. La meilleure adaptation des axes prioritaires du Plan National de Développement 2018-2022 était également au centre des débats en commission.



AUX DÉCIDEURS ... NP
Phytothérapie au secours...

Le Comité régional d'experts sur la médecine traditionnelle pour la COVID-19, formé par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Centre africain pour le contrôle et la prévention des maladies et la Commission des affaires sociales de l'Union africaine, a approuvé un protocole pour les essais cliniques de phase III de la phytothérapie pour la COVID-19 ainsi qu'une charte et des termes de référence pour la mise en place d'un conseil de surveillance des données et de la sécurité des essais cliniques de phytothérapie.

« Tout comme dans d'autres domaines de la médecine, une science solide est la seule base pour des thérapies de médecine traditionnelle sûres et efficaces », a déclaré Dr Prosper Tumusiime, directeur du département Couverture sanitaire universelle et parcours de vie au Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique.

« L'apparition de la COVID-19, tout comme l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, a mis en évidence la nécessité de renforcer les systèmes de santé et d'accélérer les programmes de recherche et de développement, notamment sur les médecines traditionnelles », a déclaré Dr Tumusiime.

Les documents techniques approuvés visent à renforcer et à développer une masse critique de capacités techniques des scientifiques en Afrique afin de mener des essais cliniques appropriés pour garantir la qualité, la sécurité et l'efficacité des médicaments traditionnels conformément aux normes internationales. Les essais cliniques de phase III sont essentiels pour évaluer pleinement la sécurité et l'efficacité d'un nouveau produit médical. Le conseil de sécurité et de contrôle des données veillera à ce que les données des études accumulées soient examinées périodiquement en fonction de la sécurité des participants. Il formulera également des recommandations sur la poursuite, la modification ou l'arrêt d'un essai sur la base de l'évaluation des données à des périodes prédéterminées de l'étude.

Si un produit de médecine traditionnelle s'avère sûr, efficace et de qualité assurée, l'OMS recommandera une fabrication locale à grande échelle et rapide, a expliqué Dr Tumusiime, notant que grâce au Forum africain de réglementation des vaccins, il existe maintenant un point de référence sur lequel les essais cliniques de médicaments et de vaccins dans la Région peuvent être évalués et approuvés en moins de 60 jours.

« L'adoption des documents techniques garantira que des preuves cliniques universellement acceptables de l'efficacité des médicaments à base de plantes pour le traitement de la COVID-19 seront produites sans compromettre la sécurité des participants », a déclaré le professeur Motlalepula Gilbert Matsabisa, président du comité d'experts. Il a exprimé l'espoir que le protocole d'essai clinique générique sera immédiatement utilisé par les scientifiques de la Région afin de s'assurer que les populations puissent bénéficier du potentiel de la médecine traditionnelle pour faire face à la pandémie en cours.

Les 25 membres du Comité consultatif régional d'experts sur la médecine traditionnelle pour la COVID-19 sont chargés de soutenir les pays afin d'améliorer la recherche et le développement de thérapies contre le virus basées sur la médecine traditionnelle et de fournir des conseils sur la mise en œuvre des protocoles approuvés afin de générer des preuves scientifiques sur la qualité, la sécurité et l'efficacité des médicaments de la COVID-19 à base de plantes.

Komlan KPATIDE

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Rebasage du Produit intérieur brut du Togo

Le PIB réévalué à 36,5%

Au Togo, le Produit intérieur brut (PIB) de 2016, sous le Système comptable (SCN) 2008, passe désormais à 3 574,4 milliards de FCFA contre 2 618,1 milliards de FCFA suivant le SCN 1993, soit une réévaluation de 36,5%. Au détour d'une conférence de presse conjointement animée, mercredi 23 septembre 2020, par l'argentier national, Sani Yaya, et la ministre en charge de la planification et du développement, Demba Tignokpa, l'on en sait un peu sur les contours et enjeux du rebasage du PIB du Togo.

• Joël YANCLO

R

enforcement du climat des affaires, facilitées pour la levée des fonds pour financer le développement

du pays, sont entre autres, les avantages du rebasage du Pro- duit intérieur brut (PIB) du Togo intervenue, mardi 22 septembre 2020 et adopté par le Conseil

des ministres. Face aux profes- sionnels des médias ce mercredi 23 septembre 2020, le ministre de l'Economie et des Finances, Sani Yaya, et la ministre en

charge de la planification et du développement, Demba Tignokpa ont fait comprendre que le dispose désormais d'une nouvelle date de base pour son

Produit Intérieur Brut (PIB). L'opération, qui a consisté en un changement de l'année de base des calculs et en une application des nouvelles méthodes statis-

tiques internationales, retient désormais l'année 2016. Le Conseil des ministres a adopté les résultats des travaux du reba- sage, menés depuis 2018.

COMMUNIQUE SANCTIONNANT LE CONSEIL DES MINISTRES DU MARDI 22 SEPTEMBRE 2020

Le Conseil des ministres s’est réuni ce mardi 22 septembre 2020 au Palais de la Présidence de la République, sous la présidence de Son Excellence, Monsieur Faure Essozimna GNAS-SINGBE, Président de la République.

Au cours des travaux le conseil a examiné et adopté une communication conjointe présentée par le Ministre de l’économie et des finances et la Ministre de la planification du développe- ment et de la coopération.

Cette communication est relative à la présentation des résultats du rebasage du produit inté- rieur brut (PIB) du Togo.

Le rebasage du PIB est un processus qui consiste en un changement de l’année de base des calculs et en une application des nouvelles méthodes adoptées par la commission statistique des Nations unies.

En effet, le Togo, à l’instar d’autres pays en Afrique, a opté pour la migration du système de comptabilité nationale (SCN) 1993 au système de comptabilité nationale (SCN) 2008 afin d’arrimer ses méthodes d’élaboration des comptes aux normes internationales actuelles et rendre ses agrégats macroéconomiques comparables sur le plan international.

La nécessité de réaliser la migration s’explique par la révision du SCN 1993, des manuels de la balance des paiements et des finances publiques du Fonds monétaire international (FMI), de même que celle de la classification internationale type par industrie et de la classification centrale des produits.

Cette migration du système de comptabilité nationale (SCN) 1993 au système de comptabi- lité nationale (SCN) 2008 a nécessité le changement de l’année de base (année 2016) vu que ces révisions impliquent des modifications méthodologiques et que l’année de base actuelle des comptes nationaux qui est 2007 ne permet plus de capter les changements de structures qui auraient pu être opérés dans l’économie.

Pour la conduite du processus, un comité technique de gestion pluridisciplinaire, composé de l’Equipe de l’Institut national de la statistique et des études économiques et démogra- phiques (INSEED) et de hauts cadres de la Présidence de la République, de la Primature, de la BCEAO, du Ministère de l’économie et des finances, du Ministère de la planification du développement et de la coopération a été mis en place par arrêté interministériel N°016/2018/ MPD/MEF du 26 novembre 2018.

Dans la conduite de ses travaux, le Comité a suivi un processus rigoureux dans le respect des normes en vigueur en la matière et a travaillé en étroite collaboration avec les parte- naires techniques et financiers comme la Commission économique des Nations unies pour l’Afrique (CEA), le Centre régional d’assistance technique du FMI pour l’Afrique de l’Ouest (AFRITAC de l’ouest), l’Observatoire économique et statistique d’Afrique subsaharienne (AFRISTAT) et la Banque mondiale.

Les travaux ont abouti à la production des comptes de l’année de base 2016 et de l’année courante 2017.

Les résultats de ces comptes ont fait l’objet de validation par des experts provenant desdites institutions partenaires au cours d’un atelier tenu à Lomé du 27 au 31 janvier 2020.

Au terme des travaux, les principaux résultats obtenus se présentent comme suit :

- Le Produit intérieur brut (PIB) de 2016, sous le SCN 2008, passe à 3 574,4 milliards de FCFA contre 2 618,1 milliards de FCFA suivant le SCN 1993, soit une réévaluation de 36,5%.

Ce niveau de réévaluation du PIB en 2016 est imputable principalement à l’amélioration des sources de données avec une large couverture des cibles, surtout des activités informelles qui n’étaient pas suffisamment prises en compte dans l’ancien système (SCN 1993).

Il est également l’effet des nouveautés apportées par le SCN 2008 dans la prise en compte notamment des marges commerciales et de transport, de la recherche et développement ainsi que des services d’intermédiation financière indirectement mesurés.



• Pour l’année 2017, le PIB réel est de 3 729,8 milliards de FCFA, correspondant à un taux de croissance de 4,3% entre 2016 et 2017. Le PIB nominal s’établit à 3 713,6 milliards de FCFA pour la même année.

En outre, en se basant sur les résultats du rebasage, le PIB nominal s’établit à 3.951,4 mil- liards de FCFA en 2018 et à 4.230,6 milliards de FCFA en 2019 selon le SCN 2008 contre respectivement 2.979,6 milliards de FCFA et 3.216,8 milliards de FCFA selon le SCN 1993. Les prévisions actualisées du PIB pour l’année 2020 se chiffrent à 4.399,9 contre 3.322,3 selon le SCN 1993.

La réévaluation du PIB nominal a eu des incidences non négligeables sur les résultats obte- nus.

Les résultats montrent que tous les critères de convergence de premier rang sont respectés. En effet, les critères du taux d’endettement et du solde budgétaire (dons compris) rapportés au PIB se sont améliorés.

Ainsi, le taux d’endettement (dette rapportée au PIB) se situe désormais à 51,9 % en 2019 contre 68,3 % dans l’ancien système de comptabilité (SCN 1993). Sur cette base, les pré- visions révisées font ressortir un taux d’endettement de 51,8% contre 68,6% en 2020 (en prévision).

En revanche, le taux de pression fiscale est passé de 20,8 % (SCN 1993) à 13,6% (SCN 2008) en 2019 et de 21,1% à 14,6% en 2020 (en prévision) pour une norme de 20,0% au minimum.

Le Conseil s’est félicité des résultats auxquels l’exercice de rebasage a abouti. Il a adopté la présente communication et a instruit le Ministre de l’Economie et des finances et la Ministre de la planification du développement et de la coopération d’organiser dans les prochains jours un séminaire de dissémination de ces résultats.

Fait à Lomé, le 22 septembre 2020

Le Conseil des ministres

Baromètres Togo

Indicateurs de croissance	2018(e)	2019(e)	2020(e)
PIB (milliards USD)	5,35	5,67	6,24
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,7	5,0	5,3
PIB par habitant (USD)	668	691	741
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	75,715	70,560	64,775
Taux d'inflation (%)	0,4	1,2	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,49	-0,45	-0,44
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-9,2	-8,0	-7,0

Source: FMI - World Economic Outlook Database - Octobre 2018. Note: (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	631,22	630,86	657,54

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.
Principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	36,9	17,3	44,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	41,8	17,0	29,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	7,3	2,1	3,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.
Les IDE en chiffres

	Togo	Sub-Saharan Africa	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles. Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnel- lement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

BRVM

La SGI CGF Bourse autorisée à exercer l'activité de bourse en ligne

Le Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers (CREPMF) a autorisé la Société de Gestion et d'intermédiation sénégalaise CGF bourse à exercer l'activité de bourse en ligne sur le marché financier régional de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA)



● Bernard AFAWOUBO

Le service de la Bourse en Ligne a été officiellement lancé le 16 septembre 2020 par les responsables de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) avec les dirigeants de la SGI BOA Capital Securities. Le Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers (CREPMF) à travers sa décision N° CREPMF/2020/183 signée le 17 septembre 2020 par son président Mamadou Ndiaye, a autorisé la SGI sénégalaise CGF Bourse à exercer l'activité de bourse en ligne sur le marché financier régional de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA). En effet SGI CGF est la seconde société de gestion et d'intervention à être autorisée après l'autorisation accordée à la société de gestion et d'intervention BOA Capital Securities. Le lancement de la bourse en ligne suit le plan stratégique 2014-2021 du marché financier régional. Pour la BRVM, l'activité de bourse en ligne consiste principalement à mettre à la disposition des sociétés de gestion d'intermédiation (SGI) une plateforme technologique permettant la transmission automatique des ordres de bourse. Aussi

les premières autorités de la BRVM veulent atteindre trois principaux objectifs à travers ce mécanisme de bourse en ligne, il s'agit notamment de l'amélioration de la liquidité du marché, l'amélioration des délais d'exécution des ordres et la baisse des coûts des transactions. Soulignons que conformément à l'article 3 de l'agrément du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) « la SGI CGF Bourse doit, dans le cadre de ses activités de bourse en ligne, se conformer strictement à la réglementation en vigueur sur le marché financier régional de l'UMOA. » La décision d'agrément a pris effet dès sa signature.

CGF Bourse en bref
CGF Bourse est une Société de Gestion et d'Intermédiation (SGI) agréée par le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF), pour les métiers liés aux marchés financiers et aux opérations sur le capital des entreprises. CGF Bourse, première SGI certifiée ISO 9001, a été créée en 1998 sous forme d'une société anonyme dont le capital a été porté à 1,5 milliard de FCFA. CGF BOURSE constitue le

lien entre le marché des capitaux et ses clients, dans le but de trouver des solutions adéquates à leur besoin de financement et/ou d'investissement. Depuis 1998, nous proposons des solutions de financement, d'investissement et de placement, aux institutionnels privés et publics, ainsi qu'aux particuliers de la zone de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et à l'international. En 2001, CGF BOURSE a lancé sa filiale CGF GESTION, agréée par le CREPMF et certifiée ISO 9001. En charge de la création et de la gestion d'Organismes de Placements Collectifs en Valeurs Mobilières (OPCVM), CGF GESTION est la première société de gestion collective agréée au Sénégal. CGF GESTION propose une large gamme de Fonds Communs de Placement (FCP) et s'active dans la création et la mise en place de Plans d'Epargne Entreprise (PEE), véhicules de placement susceptibles motiver et de renforcer la fidélité des salariés, sans oublier les avantages fiscaux dont pourrait bénéficier l'entreprise. D'autres véhicules de placement sur mesure peuvent être mis en place afin de répondre à vos besoins spécifiques.

Nigeria

La Banque centrale abaisse son principal taux directeur à 11,5%

Face au risque de récession, la Banque centrale du Nigeria a décidé d'une baisse surprise de son principal taux directeur de 12,5 à 11,5%. L'institution espère stimuler l'économie marquée par une inflation en hausse, grâce à l'octroi de crédits moins chers aux entreprises et particuliers.

La Banque centrale du Nigeria (CBN) a décidé le mardi 22 septembre, d'abaisser son principal taux directeur de 12,5 à 11,5%. L'annonce a été faite par Godwin Emezie (photo), gouverneur de l'institution. En stimulant le crédit, le Comité de politique monétaire (MPC) de la CBN espère faire face à une récession qui menace le pays depuis l'arrivée de la pandémie du coronavirus. D'après les responsables, cette action permettra de fournir des crédits moins chers pour améliorer la demande globale, stimuler la production, réduire le chômage et soutenir la reprise de la croissance de la production. Sur les 10 membres du MPC, six ont voté en faveur de la mesure, la deuxième du genre depuis le début de l'année. Cette décision intervient dans un contexte économique marqué par une inflation en hausse au Nigeria, dépassant les prévisions de la Banque centrale. En raison des restrictions visant à ralentir la propagation du coronavirus, le coût des denrées alimentaires déjà en hausse après les dernières mesures protectionnistes



d'Abuja, a flambé. A cela s'ajoute une baisse des cours du pétrole, principal produit d'exportation du pays qui a entraîné une chute de ses réserves de dollars et de son PIB. De plus, la décision du gouvernement de mettre fin aux subventions sur le carburant a entraîné une hausse du coût des produits pétroliers alors que le pouvoir d'achat des populations ne suit pas la même tendance. D'après de nombreux analystes, aucune mesure de stimulation de crédit ne suffira à relancer l'économie tant que le président Buhari maintiendra les restrictions sur l'accès aux devises étrangères pour les importations de denrées alimentaires et d'engrais, et que les autres principaux problèmes de l'économie n'auront pas été réglés. « Toute politique

qui se concentre uniquement sur la stimulation de la croissance du crédit sans une réorganisation majeure des goulots d'étranglement structurels de l'économie aura peu d'effet sur l'offre de crédits moins chers pour stimuler la production », a déclaré Oluwasegun Akinwale, chargé de recherche à la Nova Merchant Bank Ltd cité par Bloomberg. Pour rappel, dans le pire des scénarios, le Nigeria s'attend à enregistrer une récession de l'ordre de 8,9% en 2020. Pour le dernier trimestre de l'année ou au plus tard au premier trimestre 2021, la Banque centrale s'attend à renouer avec une croissance positive après la contraction économique de 6,1% en glissement annuel, enregistrée au second trimestre 2020.

Avec Agence Ecofin

Logistique

Van Vliet livre des camions pour 700 millions FCFA

Van Vliet Automotive, filiale togolaise du néerlandais Van Vliet Automotive Group, a procédé mardi 22 septembre 2020, à la livraison de 10 camions de marque MAN et 10 remorques de marque SCHMITZ CARGOBULL à la société Djomatin, transporteur de BB Lomé.

Cette transaction, la deuxième du rang en trois mois, a été facilitée par Banque Atlantique Togo (BAT) qui a injecté 700 millions FCFA dans l'achat des matériels. Son directeur général adjoint Daniel Galadima Abdou, présent à la cérémonie a déclaré que ce financement était en accord avec la politique de BAT qui

consiste à accompagner les PME/PMI vers leur croissance. Ces ensembles routiers flambant neufs composés d'un tracteur et d'une remorque à rideaux coulissants certifiée pour le transport des boissons, « permettront à la BB Lomé d'améliorer les temps de chargement et d'assurer les livraisons dans les meilleures conditions »,

selon Marc Boigarnier, le N°1 de Van Vliet Automotive au Togo. En outre, le transporteur « n'éprouvera plus les soucis de maintenance qu'il pouvait connaître », se félicite-t-il avant de souligner que l'acquisition a été rendue possible grâce aux mesures fiscales incitatives, adoptées par les autorités togolaises.

Avec Togo First

Baromètres Togo

Investissement Direct Etranger	2016	2017	2018
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



REPUBLIQUE DU SENEGAL

PROGRAMME ECONOMIQUE REGIONAL DE L'UEMOA

PROGRAMME REGIONAL D'AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES MULTI USAGE AU SENEGAL

**Financement : Union Economique Monétaire Ouest
Africaine (UEMOA)**

**Date : 21 août 2020
No de l'AO : 032/20**

Cet avis fait suite à l'Avis Général de Passation des marchés paru dans le journal « LE SOLEIL » du 31 décembre 2019 et publié dans le Portail des Marchés Publics du Sénégal.

Le **Gouvernement de la République du Sénégal** a reçu des fonds de l'**Union Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)** pour financer le **Programme Régional des Aménagements Hydrauliques Multi-usages pour la Réalisation de la Sécurité Alimentaire de l'UEMOA au Sénégal**, et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements éligibles au titre du Marché pour les **travaux réalisation de quatre nouveaux forages d'exploitation dans les localités de Lambène, Thiounène, Ndiaye Ndiamaniane et Kouré Ndiawar et achèvement de deux forages à Lambène et Ndiaye Ndiamaniane dans la Commune de Mérina Dakhar (appel d'offres n° 032/20).**

3. L'Agence d'Exécution des Travaux d'intérêt Public contre le sous-emploi (AGETIP) sollicite des offres sous pli fermé de la part de soumissionnaires éligibles pour exécuter les **travaux réalisation de quatre nouveaux forages d'exploitation dans les localités de Lambène, Thiounène, Ndiaye Ndiamaniane et Kouré Ndiawar et achèvement de deux forages à Lambène et Ndiaye Ndiamaniane dans la Commune de Mérina Dakhar, département de Tivaouane, région de Thiès.**

Les travaux sont constitués en un seul lot.

4. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'AGETIP à l'adresse suivante : **Route de l'Aéroport – derrière Hôtel ONOMO - Téléphone : (+221) 33 864 98 88** et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessus indiquée de 8 heures à 12 heures le matin et de 15 heures à 17 heures l'après-midi.

5. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir le Dossier d'Appel d'Offres complet en français en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessus contre un paiement non remboursable de **F CFA 50 000**. La méthode de paiement sera en espèce.

6. Les Instructions aux Soumissionnaires et les Cahiers des Clauses Administratives et Générales sont ceux du Dossier Type d'Appel d'Offres pour Travaux – Droit Civil.

7. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard le **jeudi 24 septembre 2020 à 15 heures précises**. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission délivrée par un organisme financier agréé par le Ministère de l'Economie et des Finances, valide vingt-huit (28) jours à compter de la date limite de validité des offres d'un montant de **F CFA 2 150 000**.

Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui le souhaitent à l'adresse ci-dessus le **jeudi 24 septembre 2020 à 15 heures**.

8. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert tel que défini dans le Code des Marchés publics, et ouvert à tous les candidats éligibles.

9. Les exigences en matière de qualifications sont :

a) Situation financière

Avoir un minimum de chiffre d'affaire annuel moyen des activités liées **aux travaux similaires** correspondant au total des paiements mandatés reçus pour les marchés en cours ou achevés au cours des trois(03) dernières années (2017-2019) égal à **F CFA 220 000 000**.

Pour ce faire, le soumissionnaire devra fournir des états financiers certifiés par un expert-comptable agréé par l'ONECCA ou par un organisme assimilé durant les **trois** exercices concernés (2017-2019) et donner la liste des travaux en cours.

Disposer d'une ligne de crédit délivrée par un établissement financier agréé par le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan (MEFP) d'un montant de **F CFA 75 000 000**.

b) Expérience spécifique

➤ Avoir réalisé en tant qu'entreprise principale au moins deux (2) marchés similaires au cours des cinq (05) dernières années (2015-2019) avec une valeur minimum par marché de **F CFA 79 000 000** (soixante dix neuf millions francs CFA), qui ont été exécutés de manière satisfaisante et terminés pour l'essentiel et qui sont similaires aux travaux proposés. La similitude portera sur la taille physique, la complexité, les méthodes/technologies. Ces réalisations doivent être prouvées par des attestations de bonne exécution délivrées par les Maîtres d'Ouvrages concernés.

c) Proposer un délai d'exécution maximum de quatre mois.

d) Moyens matériels

Les soumissionnaires devront disposer du minimum de matériel essentiel à l'exécution du marché (voir dossier d'appel d'offres)

e) Personnel (voir dossier d'appel d'offres)

10. Une marge de préférence ne sera pas octroyée aux soumissionnaires nationaux. Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées.

11. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de **cent vingt (120) jours** à compter de la date limite retenue pour l'ouverture des plis.

Le Directeur Général

Niger / Economie**La BAD pour la constitution d'une main-d'œuvre qualifiée**

Le Projet d'appui au développement de l'enseignement et de la formation professionnelle et technique (PADEFPT) est mis en œuvre, entre 2011 et 2020 au Niger. Il a permis, grâce à l'accroissement de l'accès à un enseignement et une formation professionnels et techniques de qualité, de doter le pays d'un vivier de main-d'œuvre qualifiée pour la redynamisation de l'économie.



● **Nicole ESSO**

Le PADEFPT a été financé par la Banque africaine de développement, à travers un don de 23,8 millions de dollars et un prêt de 10,5 millions de dollars, émanant du guichet de prêt à taux concessionnel de la Banque, le Fonds africain de développement, soit au total 34,3 millions de dollars américains. Ce projet est conçu pour répondre aux nouvelles opportunités socio-économiques liées à l'exploitation des gisements d'uranium, de pétrole et au lancement des grands chantiers notamment le barrage de Kandadji, le chemin de fer et le port sec. Le PADEFPT a ainsi permis de former une main d'œuvre technique de qualité pour soutenir les secteurs industriels émergents et la croissance économique du Niger. Cela a contribué notamment à renforcer et dynamiser le développement de filières industrielles ciblées tels que le génie civil, le génie électronique et électrotechnique, le génie mécanique et le génie pétrochimique.

Accès accru des filles à l'éducation

Le projet a porté concrètement sur l'extension et la réhabilitation de 52 établissements d'enseignement et de formation professionnels et techniques (EFPT), la construction de 37 autres et l'acquisition de mobiliers et de matériels informatiques pour leur équipement. Des équipements de dernière génération ont été également acquis pour les ateliers, les laboratoires et les salles de classes des établissements ciblés. Le projet a permis un accès croissant (55%) de filles à l'EFPT et les apprenants ont été dotés de kits d'encouragement à l'accès et de kits d'accompagnement à l'issue des réussites aux examens. Par ailleurs,

673 enseignants du cycle moyen de l'enseignement professionnel et technique dont 116 femmes ont bénéficié de sessions de formation de formateurs. Le développement des compétences et l'élaboration des curricula selon l'Approche par compétence (APC), ont constitué le cadre du renforcement des compétences. Au niveau du renforcement des capacités institutionnelles, 50 cadres dont 11 femmes ont bénéficié de formations en planification stratégique pour renforcer les capacités des cadres du ministère des Enseignements professionnels et techniques (MEP/T). La formation en gestion axée sur les résultats a quant à elle, concerné 35 cadres dont cinq femmes et huit directeurs régionaux. Aussi, 164 cadres formés dont huit femmes et huit directeurs régionaux du MEP/T dans sept établissements des quatre régions cibles du projet ont-ils reçu une formation en approche genre.

Encadrement pédagogique performant
« L'appui du PADEFPT a permis de mettre à la disposition du MEP/T et de l'administration nigérienne un vivier de cadres capables de concevoir et de réaliser des activités en vue d'une amélioration continue de la qualité de la formation », a souligné l'équipe de rédaction du rapport d'achèvement du projet, conduite par Alfred Régis Ouédraogo, spécialiste en développement social à la Banque africaine de développement. Le rapport salue notamment la poursuite de la formation continue des enseignants en pédagogie, un encadrement pédagogique performant, les capacités dans l'élaboration et la révision des curricula, la prise en compte de la dimension genre dans l'EFPT et la réalisation de modules de formation en pédagogie. »

Le projet a permis de renforcer les capacités institutionnelles du MEP/T, du Conseil supérieur de l'EFPT et des établissements de formation en équipement d'ateliers et de laboratoire, de relever le niveau de compétences pratiques et pédagogiques du personnel enseignant et d'encadrement, et également de réviser et élaborer les curricula qui ont été développés et introduits dans le cursus de formation », conclut ce document récemment publié par la Banque africaine de développement.

Mali**Les défis économiques de Bah N'Daw, président de la transition**

Le comité mis en place par la junte au pouvoir depuis le putsch du 18 août au Mali a désigné Bah N'Daw, un colonel à la retraite, au poste de président de la transition. Celui-ci devra faire face à plusieurs défis économiques pour un pays qui reste très fragile.

Le colonel à la retraite Bah N'Daw (photo), présenté par la junte putschiste au Mali comme celui qui va assumer les fonctions de président de la transition, aura un agenda chargé. Au-delà de la stabilisation sociale et politique de ce pays, il lui faudra redonner confiance aux différents secteurs économiques. Une tâche qui n'est pas gagnée d'avance. La première chose à faire est de regagner la confiance des donateurs internationaux. Leurs différentes contributions ont soutenu la croissance du produit intérieur brut (PIB) du pays entre 5 et 6% au cours des récentes années. Bah N'Daw a collaboré avec la France en sa qualité de militaire et de ministre éphémère de la Défense, mais a des attaches personnelles avec la Russie, un partenaire qui avance à grands pas en Afrique. Sans le soutien des donateurs, le Mali continuera de connaître une profonde crise sociale. Sur une base purement mathématique, le PIB par habitant est de 2471 \$ par an,

Bénin & Burkina Faso**Accord-cadre de coopération transfrontalière**

Le Bénin et le Burkina Faso ont validé cette semaine un accord-cadre de coopération sur la gestion de leur frontière commune. Il vise à lutter contre l'insécurité en renforçant l'entente entre les populations des deux côtés de la frontière, tout mettant en place des projets intégrateurs.

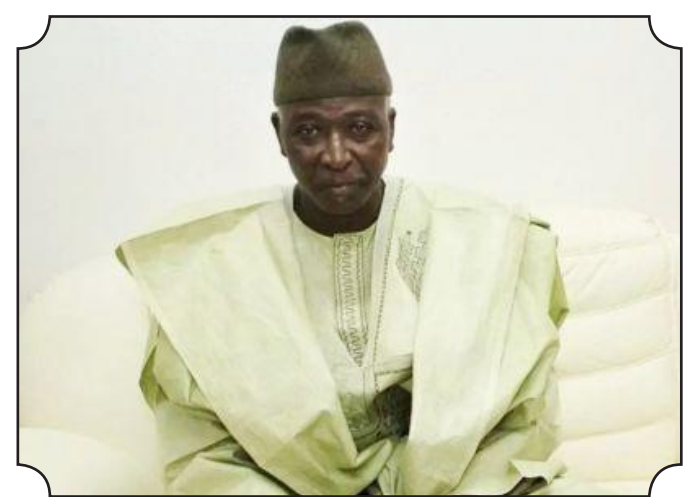


Le Bénin et le Burkina Faso vont mettre en place un accord-cadre de coopération transfrontalière. Des délégations issues des deux pays ont participé cette semaine à un atelier de validation bilatérale d'une convention pour coordonner la gestion de leur frontière commune. Selon les autorités béninoises, le nouvel accord vise à renforcer les liens qui existent entre les populations frontalières afin de faciliter leur collaboration. Il constituera également une base légale pour le lancement de projets de développement dans la région avec l'appui des partenaires techniques et financiers. De ce fait, la convention devrait permettre de corriger les dysfonctionnements liés à la coopération

transfrontalière notamment l'absence de cadre légal régissant la coopération administrative transfrontalière dans les deux pays, l'insuffisance des actions de communication et de mobilisation des acteurs autour de la gestion des questions transfrontalières. Alors que les zones frontalières ouest-africaines sont depuis quelques années un des théâtres d'actions privilégiées des groupes armés, l'accord devrait également permettre de lutter contre l'insécurité. Le 1er mai 2019, c'est dans le parc de la Pendjari situé à la frontière bénino-burkinabè que deux touristes français ont été enlevés et leur guide tué. Depuis cet événement, le premier du genre au Bénin, la surveillance à la frontière, côté bé-

ninois, a été renforcée et les autorités espèrent mettre fin à la menace terroriste dans la région, en améliorant les conditions de vie des populations. « La signature de ce document permettra aux deux pays de bénéficier de projets intégrateurs au bénéfice des populations transfrontalières et constitue la preuve de la mise en œuvre de la Convention de l'Union africaine sur la coopération transfrontalière », a indiqué Marcel Baglo (photo, au centre), directeur général de l'Agence béninoise de gestion intégrée des espaces frontaliers (ABeGIEF). Notons que le document sera soumis dans les tout prochains jours à la signature des autorités compétentes des deux pays.

Avec Agence Ecofin

**Une économie peu diversifiée**

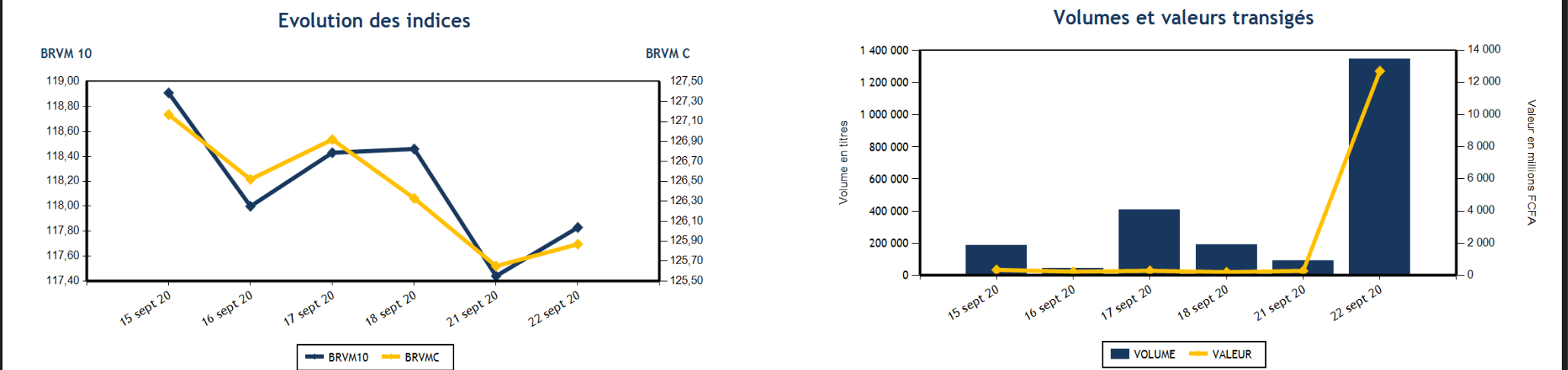
L'économie malienne est peu diversifiée du point de vue des exportations. Les ventes d'or brut ont représenté environ 85% des exportations en 2019 et au cours du premier trimestre 2020. La production agropastorale qui a représenté près de la moitié du PIB au cours des deux dernières années reste faiblement représentée dans le commerce international. Aussi, ce secteur occupe une part importante de la main-d'œuvre du pays, à l'exclusion des autres secteurs. Dans une telle configuration, les importations du Mali représentent deux fois ses ex-

portations ; ce qui le met en situation de déficit extérieur chronique. L'autre grand défi du pouvoir de la transition est le maintien des grands équilibres du budget. Les revendications populaires risquent de revenir avec force, une fois que l'euphorie de la victoire du peuple va passer. Or structurellement, le gouvernement malien dispose d'un budget limité, en raison d'un faible niveau de taxation aussi bien des individus que des entreprises. La dernière ligne de confiance à restaurer est celle des relations avec le secteur financier. Un résultat

très peu perçu de la majorité protestante au Mali a été la possibilité du pays à lever des financements sur le marché des capitaux de l'UEMOA à des taux intéressants. Cela a été possible grâce à une inflation (hausse des prix) maîtrisée au sein de l'économie, et une situation gérable de la dette. Bah N'Daw va prêter serment le 25 septembre si son statut est accepté par toutes les parties prenantes. Alors commencera la gestion effective des affaires, loin de la passion des revendications populaires.

Avec Agence Ecofin

BRVM 10	117,83	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 182 mardi 22 septembre 2020 Site : www.brvm.org		BRVM Composite	125,87
Variation Jour	 0,33 %			Variation Jour	 0,18 %
Variation annuelle	 -20,98 %			Variation annuelle	 -20,96 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	3 781 772 311 711	0,17 %
Volume échangé (Actions & Droits)	107 568	20,15 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	380 272 305	37,99 %
Nombre de titres transigés	33	-10,81 %
Nombre de titres en hausse	12	50,00 %
Nombre de titres en baisse	10	-41,18 %
Nombre de titres inchangés	11	-8,33 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	230	6,98 %	-6,12 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	475	5,56 %	-21,49 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	2 500	4,17 %	-11,35 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	3 280	3,96 %	-49,30 %
BERNABE CI (BNBC)	580	3,57 %	-17,14 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	33,22	-0,72 %	-11,79 %	9 486	9 206 040	59,37
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	361,19	-0,33 %	-27,09 %	73 895	252 146 250	7,68
BRVM - FINANCES	15	51,60	0,74 %	-15,40 %	19 992	114 834 695	5,83
BRVM - TRANSPORT	2	307,10	0,00 %	-16,27 %	85	106 375	7,25
BRVM - AGRICULTURE	5	66,07	-0,21 %	-23,07 %	1 902	1 414 435	6,40
BRVM - DISTRIBUTION	7	192,32	0,03 %	-24,06 %	2 188	2 559 910	8,96
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	283,79	6,98 %	-6,12 %	20	4 600	3,57
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	10,09	
Taux de rendement moyen du marché	10,54	
Taux de rentabilité moyen du marché	13,64	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	76	
Volume moyen annuel par séance	237 243,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	519 188 505,93	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	5 581 124 531 073	-0,03 %
Volume échangé	1 240 545	518 956,49 %
Valeur transigée (FCFA)	12 322 607 543	515 490,27 %
Nombre de titres transigés	12	500,00 %
Nombre de titres en hausse	4	
Nombre de titres en baisse	4	
Nombre de titres inchangés	4	100,00 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
FILTISAC CI (FTSC)	1 060	-7,02 %	-38,55 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	125	-3,85 %	-3,85 %
PALM CI (PALC)	1 255	-3,46 %	-31,04 %
SODE CI (SDCC)	2 940	-2,00 %	5,00 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	7 400	-1,46 %	-7,50 %

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	26,72	
Ratio moyen de satisfaction	90,56	
Ratio moyen de tendance	338,93	
Ratio moyen de couverture	29,50	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	-0,41	
Nombre de SGI participantes	26	

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BENIN
Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
Avenue Charles de Gaulle Cotonou
01 BP 2665 Cotonou
Tél : (228) 21 91 21 26
Fax : (228) 21 91 20 77



BURKINA FASO
Chambre de Commerce et d'Industrie
du Burkina Faso
01 BP 502 Ouagadougou 01
Tél : (228) 26 30 87 73
Fax : (228) 26 30 87 19



CÔTE D'IVOIRE
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
Plateau, 18 Avenue Joseph ANOMA
01 BP 3802 Abidjan 01
Tél : (225) 20 31 55 50
Fax : (225) 20 32 47 77



GUINÉE-BISSAU
Chambre de Commerce, d'Industrie,
d'Agriculture et des Services de Guinée-Bissau,
Avenue Patrice Lumumba
C.P. 66 Bissau
Tél : (246) 320 16 02 Fax : (246) 320 16 02



MALI
Immeuble SONAIRE, ACI 2001 Hamdallaye
B.P. 6 1346 - Bamako
Tél : (223) 44 90 16 10
Fax : (223) 44 90 16 11



NIGER
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat
du Niger, Place de la concertation
BP 13 200 Niamey
Tél : (227) 20 73 66 82
Fax : (227) 20 73 66 47



SENEGAL
7, rue Jean Mermoz
BP : 6956, Dakar - Plateau
Tél : (221) 33 821 15 18
Fax : (221) 33 821 15 08



TOGO
4691, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadema,
Immeuble SGI Togo
BP : 3262 Lomé
Tél : (228) 22 45 23 16
Fax : (228) 22 26 23 41

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE - Adresse : 18,Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

Coronavirus

Deutsche Bank va fermer 20% de ses agences

Coronavirus, paiements sans contact, développement des néo-banques, accélération de la numération du secteur... Tant de facteurs qui sont entrain de changer, en Europe, les habitudes des clients des banques. Après la Suède la semaine, c'est au tour de la première banque allemande d'annoncer la fermeture de 20% de ses agences.



Coup de tonnerre dans le secteur bancaire allemand. La Deutsche Bank, va fermer un cinquième de ses agences bancaires en Allemagne, a déclaré mardi l'un de ses dirigeants. "Nous voulons réduire aussi vite que possible le nombre d'agences de 500 à environ 400", a déclaré le responsable de la banque de détail du groupe, Philipp Gossow, lors d'une conférence organisée par le quotidien Handelsblatt à Francfort. Les plans de la banque doivent encore faire l'objet de discussions avec le comité d'entreprise. Les emplois qui seront perdus dans les agences concernées font partie des 18.000 suppressions d'emplois déjà annoncées par le président du directoire, Christian Sewing, en juillet 2019 dans le cadre de la nouvelle stratégie du groupe.

Éviter les doublons avec la Postbank

Selon M. Gossow, les clients acceptent plus que dans le passé de recourir aux services bancaires en ligne et mobile. Ces services ont augmenté de 7% pendant la période de confinement liée à la pandémie, a précisé un porte-parole de la banque à l'AFP. La banque compte sept centres régionaux en Allemagne dédiés au conseil à distance de la clientèle. Les clients de Deutsche Bank pourront à l'avenir davantage procéder à des opérations courantes dans le réseau des quelque 800 agences de la filiale Postbank, après un long chantier d'intégration avec la maison-mère. En Allemagne, l'ensemble des caisses d'épargne, coopératives et banques privées ont fermé plus de 10.000 agences en 15 ans, leur nombre passant à 27.000.

Un changement des usages en Allemagne ?

Les paiements par carte ban-

caire, stimulés par la pandémie de Covid-19, vont dépasser en 2020 les transactions en liquide en Allemagne, une première dans un pays historiquement attaché à l'argent liquide, selon une étude anglaise parue jeudi dernier. "Davantage de paiements vont être réalisés par carte qu'en liquide en Allemagne en 2020", une "première dans l'histoire" de ce pays, montre cette étude du cabinet britannique Euromonitor International, qui note que le Covid-19 a entraîné un "changement brutal du comportement" des Allemands, "pour des raisons d'hygiène". Par souci de protéger leurs données privées, autant que par habitude culturelle, les Allemands sont historiquement attachés au paiement en liquide, et il n'est pas rare de voir commerces et restaurants refuser les cartes bancaires dans le pays.

Un mouvement qui se généralise en Europe ? Le cas suédois

Dans toute l'Europe, les banques taillent dans leur présence physique du fait de la bascule vers le numérique. La banque suédoise Handelsbanken a ainsi annoncé la semaine passée la fermeture de près de la moitié de ses agences et la suppression d'un millier d'emplois en Suède. Ce plan vise à développer sa présence en ligne et faire des économies de coûts, en réduisant les dépenses globales du groupe à quelque 20 milliards de couronnes (près de 2 milliards d'euros) d'ici fin 2022, explique le groupe dans un communiqué. Pour y parvenir, la banque divisera par près de deux son réseau d'agences - de 380 à environ 200 - d'ici 2021 et supprimera quelque 1.000 emplois en Suède au cours des deux prochaines années, soit près d'un employé sur sept dans le royaume. La banque suédoise, confrontée à la multiplication des néo-banques et

services en ligne, va dans le même temps investir un milliard de couronnes dans le numérique au cours des deux prochaines années. "Nous constatons maintenant que les clients utilisent tellement les canaux numériques et autres façons de se rencontrer qu'au sein de bureaux, que nous avons atteint un point de basculement", a déclaré la directrice générale du groupe, Carina Åkerström, à la télévision publique SVT. Les néo-banques se sont notamment distinguées ces dernières années en proposant l'ouverture de comptes en ligne en quelques minutes, la fourniture d'une carte de paiement en quelques jours, la possibilité de paramétrer sa carte bancaire sur smartphone. Contrairement à ses concurrents nordiques, Handelsbanken avait misé sur une importante présence locale avec de nombreuses agences. La suédoise Swedbank compte par exemple 160 succursales dans le royaume scandinave actuellement. Outre ses quelque 7.000 employés en Suède, Handelsbanken en emploie environ 5.000 à l'étranger, au Royaume-Uni, au Danemark et en Finlande notamment.

Avec latribune.fr

Jeux vidéo

Microsoft débourse 7,5 milliards pour un mastodonte

Le géant de l'informatique veut se repositionner dans l'univers des jeux video en s'offrant «Fallout» et «The Elder Scrolls».

Microsoft a annoncé lundi avoir signé un accord pour acquérir ZeniMax Media, la maison-mère de l'éditeur de jeux videos Bethesda Softworks, créateur de «Fallout» et des jeux Star Trek, pour 7,5 milliards de dollars. Cette acquisition d'envergure, qui intervient peu avant le lancement de nouvelles consoles Xbox de Microsoft, renforce considérablement la position du géant de l'informatique dans l'univers des jeux video. L'acquisition de «l'un des

Lutte contre la crise du coronavirus

Zizanie à la BCE

La réponse monétaire de la BCE à la pandémie doit être limitée, juge un membre du directoire, contredisant ainsi l'Italien Fabio Panetta, qui juge que les "risques d'une réaction excessive" sont beaucoup plus faibles que les risques d'une politique trop lente ou trop timide.

La Banque Centrale Européenne peine à parler d'une seule voix, en ce moment. Alors que des divergences se dessinent sur l'ampleur de la réponse à apporter à la crise du coronavirus, la BCE devrait se limiter à gérer les effets économiques de la pandémie, juge Yves Mersch, un membre de son directoire. En lançant en mars dernier un programme d'urgence via des rachats de dette sur le marché pour contrer les effets économiques de la pandémie, la BCE a pu s'affranchir de "contraintes auto-imposées" et valant sur d'autres programmes de rachats plus anciens, "compte tenu de (la) menace exceptionnelle" du moment, explique Yves Mersch, dans une interview avec l'agence Bloomberg. Ce dispositif désigné par l'acronyme "PEPP" et désormais lourd de 1.350 milliards d'euros devra être "temporaire", aussi transférer ses caractéristiques au programme



d'achat d'actifs de la banque lancé en 2015 et qui perdure, le fameux "QE", serait juridiquement "très curieux", déclare-t-il. Ces propos contrastent avec ceux d'un autre membre de l'organe exécutif de la banque centrale, l'Italien Fabio Panetta, qui estimait mardi que les "risques d'une réaction excessive (en termes de) politique (monétaire) sont beaucoup plus faibles que les risques d'une politique trop lente ou trop timide pour réagir" face aux "pires scénarios" pouvant se matérialiser. M. Mersch, qui quittera la BCE en décembre, prend de fait ses distances après un article du Financial Times du week-end dernier rapportant que la BCE réfléchit à la manière de transférer les attributs du PEPP aux programmes de

rachats de dette lancés depuis 2015. Au sein du "QE", les rachats de dette publique se font en fonction du poids de chaque pays membre dans le capital de la BCE, pour ne pas donner l'impression de verser dans le financement monétaire d'Etat, interdit par le Traité. Le PEPP n'a pas à respecter cette contrainte, aidant ainsi à ce que des écarts importants ne se créent pas entre les rendements d'obligations souveraines en zone euro, l'Allemagne servant de référence. En changeant les règles du jeu de ses rachats d'actifs sur le long terme, la BCE risquerait de se retrouver à nouveau dans la ligne de mire de la Cour constitutionnelle allemande. Les juges de Karlsruhe avaient menacé au printemps d'empêcher la banque centrale d'Allemagne de participer au QE par la BCE, faute d'une justification suffisante de cette dernière.

Avec capital.fr

États-Unis

General Electric renonce aux centrales à charbon

Le géant américain préfère se concentrer sur les turbines à gaz pour les centrales thermiques ou les turbines à vapeur pour les centrales nucléaires ainsi que sur les énergies renouvelables.

Le conglomérat industriel américain General Electric a annoncé lundi qu'il renonçait à participer à la construction de centrales à charbon. Il va se concentrer sur d'autres formes d'énergies moins polluantes, et plus rentables. Cette décision pourrait impliquer des cessions ou la fermeture de sites et pourrait affecter certains emplois, a prévenu le groupe dans un communiqué en soulignant qu'il continuerait à apporter ses services aux centrales à charbon existantes. Mais GE veut désormais se focaliser sur les turbines à gaz pour les centrales thermiques ou les turbines à vapeur pour les centrales

nucléaires ainsi que sur les énergies renouvelables. «Alors que GE continue de se transformer, nous nous concentrons sur les activités de production d'électricité offrant un modèle économique attractif et des perspectives de croissance», a souligné Russell Stokes, le patron de la division énergie de GE, dans le communiqué.

Le charbon moins compétitif

Malgré le soutien affiché du président américain au charbon, cette forme d'énergie est de moins en moins compétitive face à d'autres solutions, comme le gaz de schiste ou

l'énergie éolienne. Aux États-Unis, la consommation de charbon est au plus bas depuis 40 ans, selon l'agence américaine d'informations sur l'Énergie, et les fermetures de mines se multiplient. L'initiative de GE a en tout cas été saluée par l'association américaine de protection de l'environnement NRDC. «Les communautés et les militants demandent depuis des années à GE de se retirer du charbon», a souligné l'ONG dans un tweet. «Il s'agit d'une étape importante et attendue depuis longtemps vers la protection de la santé des populations et de l'environnement».

(ATS/NXP)

Jeux vidéo

Microsoft a annoncé lundi avoir signé un accord pour acquérir ZeniMax Media, la maison-mère de l'éditeur de jeux videos Bethesda Softworks, créateur de «Fallout» et des jeux Star Trek, pour 7,5 milliards de dollars. Cette acquisition d'envergure, qui intervient peu avant le lancement de nouvelles consoles Xbox de Microsoft, renforce considérablement la position du géant de l'informatique dans l'univers des jeux video. L'acquisition de «l'un des

généraliser plus de 200 milliards de dollars de revenus annuels en 2021», justifie le géant de l'informatique. «Pourquoi ce changement ?», explique dans un post lundi Phil Spencer, le dirigeant de ZeniMax, fondé il y a 34 ans à Rockville dans la banlieue de Washington. «Cela va nous permettre de faire de meilleurs jeux. Microsoft est un partenaire incroyable et offre un accès à des ressources qui feront de nous un meilleur éditeur et développeur de jeux», a-t-il affirmé.

(AFP/NXP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
6ième édition Naturallia	1er au 3 septembre 2020	Canada	https://naturallia.com/
4e Conférence mondiale sur le teck 2020	24 au 27 août 2020	Accra, Ghana	Néant
Conférence mondiale sur l'ingénierie du bois 2020	24 au 27 août 2020	Santiago (Chili)	Néant
Salons e-marketing et stratégie clients	1er au 3 septembre 2020	Paris, France	https://www.emarketingparis.com/ https://www.emarketingparis.com/
8e Forum mondial sur la durabilité	14 au 19 septembre 2020	Genève (Suisse)	Néant
Rencontres de l'action internationale des collectivités territoriales 2020	21 au 22 Septembre 2020	Paris, France	http://www.cites-unies-france.org/10e-rencontres-de-l-AICT-les-2-3-juillet-2019-ACTES
3e Conférence de l'IUFRO sur l'acacia 2020	22 au 24 septembre 2020	Bintulu, Sarawak (Malaisie)	Néant
Forum mondial de l'économie circulaire 2020	29 septembre au 1er octobre 2020	Toronto, Canada	https://www.economiecirculaire.org/
Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (CdP-26)	9 au 20 novembre 2020	Glasgow (Royaume-Uni)	Néant
Forum biennal mondial de l'investissement de la CNUCED	6 au 10 décembre 2020	Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis	Néant
Journées de l'Innovation en Biologie2020	04 au 05 novembre 2020	Paris, France	https://jib-innovation.com/
Assises africaines de l'intelligence économique	Février 2021	Congo	communication@assises-africaines-ie.org

HOROSCOPE finance

Bélier Saturne relâchera sa pression, ce qui devrait vous permettre de retrouver un meilleur équilibre budgétaire. Vous allez sortir de la période de vaches maigres, et l'amélioration de vos finances commencera à se faire sentir.

Taureau Cet aspect du Soleil exacerbera votre appétit insatiable d'avoir toujours plus de richesse, de confort matériel, de gadgets. Sachez cependant que cette course effrénée vers la possession vous rendra finalement malheureux. "L'homme qui ne se contente pas de peu ne sera jamais content de rien" (Epicure).

Gémeaux Avec cet aspect de Saturne, vous aurez du mal à équilibrer votre budget. Soit vos revenus vont légèrement diminuer, soit vos dépenses vont augmenter. Dans les deux cas, vous serez obligé de faire des économies. Serrez-vous sérieusement la ceinture, et vous vous en sortirez.

Cancer Malgré le ralentissement général des affaires, ce jour sera propice pour vous occuper de la gestion de votre patrimoine, ainsi que pour traiter les questions de succession ou d'héritage.

Lion La Lune dans cet aspect apportera une plus large envergure financière et favorisera des initiatives nouvelles dans un cadre matériel précis et qui a fait ses preuves. Mais la tendance de la journée sera surtout à l'économie, à une bonne utilisation des possibilités. Donc, pas de gaspillage ni d'achat inutile ! "Laisse ton argent dans l'obscurité pour qu'il te permette de voir la lumière" (pro-verbe maltais).

Vierge Vous pourriez vous féliciter de pouvoir toujours arrondir vos fins de mois, alors que bien des gens ont du mal à joindre les deux bouts. Si vous êtes assez sage, vous devriez savoir apprécier ce privilège et le considérer comme une compensation pour certains de vos désavantages sur d'autres fronts. Ne soyez pas trop gourmand : on ne peut pas tout avoir dans la vie, et il faut bien laisser quelques parts du gâteau aux autres !

Balance Si vous n'avez pas fait preuve jusqu'ici de sagesse en matière d'argent, Saturne ajoutera aujourd'hui la goutte qui fera déborder le vase : vous connaîtrez des contraintes financières très pénibles. Vous possédez peut-être quelques biens, mais vous manquerez cruellement de liquidités, et vous vous trouverez complètement bloqué face à certaines échéances.

Scorpion Cette conjoncture astrale est un indice certain de grande chance financière. Ne laissez pas passer ce bon influx : demandez une prime quelconque, acceptez un nouveau travail, jouez à un jeu de hasard en prenant compte, bien entendu, de votre nombre de chance du jour.

Sagittaire La planète Mercure risque une fois de plus de chahuter votre budget. Faites sérieusement vos comptes et remettez à plus tard les dépenses qui ne s'imposent pas inéluctablement. Si vous fumez, débarrassez-vous au plus vite de cette habitude ruineuse à la fois pour votre santé et votre bourse.

Capricorne Jupiter, la planète de la chance et de la réussite, devrait vous protéger très efficacement sur le plan financier. Ce sera le moment de demander une prime quelconque ou de prendre rendez-vous avec votre banquier pour voir comment optimiser votre gestion. Si vous avez des placements, il serait sans doute opportun de les modifier. N'attendez pas pour agir.

Verseau Vu cet aspect de Neptune, vous ne gagnerez pas le gros lot au Loto, mais n'aurez pas non plus à craindre de grosses difficultés pécuniaires. Veillez simplement à ne pas vous laisser entraîner dans des dépenses excessives par manque de réflexion ou de patience.

Poissons L'influence de la présente configuration planétaire devrait se faire sentir surtout sur le plan financier. Nombreux sont les natifs qui seront aidés par leurs parents et autres personnes plus âgées de la famille, ce qui leur permettra d'avancer plus rapidement que prévu. Vous pouvez compter sur une suite favorable à votre demande d'aide ou de bourse.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investitions économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web: www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adress AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Issa SIKITI da SILVA

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellda AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Léon Junho SODEDJI

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



Société d'Études Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Foncier - Construction - Location - Vente d'immeuble

Invite

les togolais au respect des mesures prises
par le Gouvernement contre le **Corona virus**

ENSEMBLE, PROTÉGEONS LE TOGO

Les mesures barrières contre
le coronavirus COVID-19

SE LAVER

les mains à l'eau et au savon
fréquemment.



UTILISER

des mouchoirs à usage unique et les
jeter immédiatement dans une
poubelle fermée puis se laver les
mains



SE COUVRIR

la bouche et le nez avec le pli du
coude en cas de toux ou
d'éternuement.



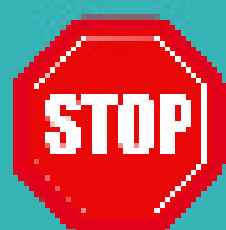
LIMITER

les contacts proches. Maintenir une
distance d'au moins 1 mètre avec les
autres personnes, en particulier si
elles toussent, éternuent ou ont de la
fièvre.



NUMERO VERT 111

SI VOUS RESSENTEZ DE LA
FIÈVRE, DE LA TOUX OU
DES DIFFICULTÉS À RESPIRER.



A la propagation du Coronavirus au TOGO

Siège : Agoè route de la cour d'appel (derrière IPP Institut)
Tel 00(228) 22 40 40 48 / 92 06 85 06 E-mail seutogo@gmail.com Lomé

Togo / Covid-19

COMECOL fait don de matériels de protection

Dans le cadre de la célébration de leurs 16 ans d'existence, le COMECOL (Corps de Métier de Couture de Lomé) a fait don de matériels de protection contre la Covid-19 à la Chambre de métier régionale de Lomé ce mardi.

Un événement qui est assez important pour ce regroupement de patrons de couture et artisans du Grand Lomé. Selon Franco Dimélo, Secrétaire général de COMECOL, le geste a pour but d'accompagner le Gouvernement dans le cadre des mesures prises pour endiguer la propagation du Coronavirus au Togo. « En principe, le don est destiné au fonds national de solidarité contre la Covid-19, mais on a jugé bon passer par la Chambre régionale de métier qui à son tour remettra ce don à notre ministère de tutelle. Étant donné que nous sommes des artisans, on ne peut pas faire ce geste sans passer par la Chambre régionale de métier », a-t-il indiqué. Depuis février, le Chef de l'État Faure



Gnassingbé subventionne des matériels de travail des couturiers, des coiffeurs et tresseuses. Plus de 2000 machines à coudre, des sècheurs et autres matériels ont été distribués. « L'initiative de ce matin s'inscrit également dans cette logique de reconnaissance envers le Gouvernement pour son attention à l'égard de nous artisans » a ajouté Franco Dimélo. Le don est composé de 2160

cache-nez, des dispositifs de lave-main, des bidons de savon liquide et des papiers torchon. Le COMECOL est le premier corps affilié à la Chambre régional de métier de Lomé depuis 16 ans. Il regroupe tous les couturiers du Grand Lomé. La crise sanitaire étant toujours d'actualité, le corps a décidé de célébrer symboliquement cet anniversaire.

Avec Vert-Togo

Football / UEFA

Les nommés pour les titres de joueur et coach de l'année

Attendu avec impatience chaque année, le titre du joueur masculin de l'année de l'UEFA est sur le point d'être délivré à l'un d'entre eux. Un titre qui se jouera entre trois joueurs comme le rapporte le site officiel de l'UEFA ce mercredi.



Dans un communiqué, l'instance dirigeante du football européen a publié le podium qui se disputera ce titre honorifique, sur lequel figure Kevin De Bruyne, auteur d'une saison record (20 passes décisives, 13 buts en Premier League). Robert Lewandowski est également présent avec ses 55 buts en 47 matches toutes compétitions confondues lors de la saison 2019-2020. Enfin pour compléter ce podium, Manuel Neuer, grand par-

tisan du triplé bavarois est bien présent. Ce titre sera remis à l'un des trois le lendemain de la cérémonie du tirage au sort de la Ligue des Champions à Nyon le jeudi 1er octobre. Ainsi, dans un peu plus d'une semaine, le jeudi 1er octobre, tous les regards seront tournés vers Nyon et le tirage au sort de la phase de poules de la Ligue des Champions 2020-2021. Un évènement attendu par les clubs et les amateurs de football, durant lequel certains prix seront remis.

Concernant l'entraîneur de l'année, l'UEFA a dévoilé les trois finalistes. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que l'Allemagne est très bien représentée. On retrouve en effet Jürgen Klopp (Liverpool, 8e de finale), Julian Nagelsmann (RB Leipzig, demi-finale) et enfin Hans-Dieter Flick (Bayern Munich, vainqueur). À noter également que Thomas Tuchel et Rudi Garcia figurent dans le top 10 (4e pour l'entraîneur du PSG, 7e pour celui de l'OL).

Avec footmercato.net

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Barcelone

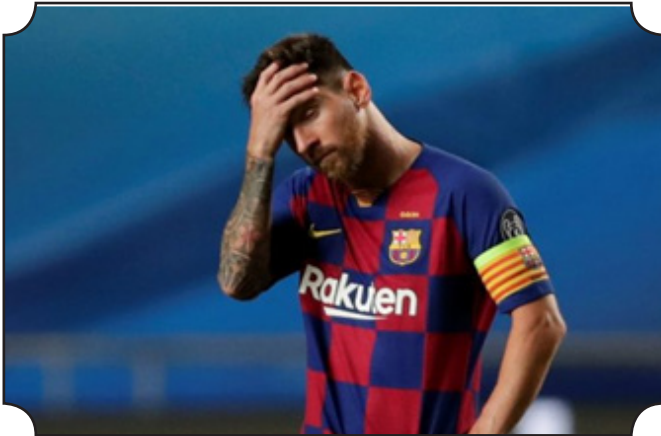
Suarez, Vidal... Un plan de Bartomeu pour isoler Messi ?

Et de sept ! Après Arthur, Iván Rakitic ou encore Arturo Vidal, c'est Nelson Semedo qui a quitté le FC Barcelone. Le latéral droit a en effet rejoint Wolverhampton pour 30M€, auxquels pourraient s'ajouter jusqu'à 10M€ de bonus au total. Ce n'est pas fini, puisqu'il devrait être rapidement suivi par Luis Suarez.

Pas dans les plans de Ronald Koeman, l'attaquant devrait en effet s'engager avec l'Atlético de Madrid dans les prochaines heures pour une durée de deux ans, après avoir été tout proche de la Juventus de Cristiano Ronaldo. Cette grosse campagne de vente était in besoin pour le Barça, aux prises avec des gros problèmes de bilan et une masse salariale beaucoup trop importante. Pourtant, les raisons pourraient être autres...

Bartomeu souhaiterait priver Messi de ses principaux soutiens

D'après les informations de AS, certaines de ces ventes auraient notamment eu comme but de priver Lionel Messi de ses plus gros soutiens, dans le vestiaire du FC Barcelone. C'est le cas avec Luis Suarez, que le quotidien va jusqu'à qualifier « d'intime de Messi ». L'attaquant a toujours été l'un des principaux lieutenants de Messi sur et en dehors du terrain et,



forcément, cela n'aurait pas été apprécié dans les hautes sphères du club catalan. AS explique qu'Arturo Vidal aurait également été vendu pour cela. Le Chilien n'était pas une figure aussi forte que Suarez au sein du Barça, mais il faisait parties des voix qui portaient. Ainsi, d'après les informations du quotidien, le président Josep Maria Bartomeu aurait décidé de casser les habitudes d'un vestiaire qui le rejetait. Mais ce grand ménage est-il fini ? Car AS cite d'autres personnes très proches de Messi, qui sont encore au FC Barcelone. Il y aurait notamment Pepe Costa, team-manager, qui est

décrit par le quotidien espagnol comme l'ombre même de Messi et son principal confident. Parmi les joueurs, AS évoque également Jordi Alba, Sergio Busquets et Gerard Piqué qui, s'ils n'étaient pas aussi proches que Suarez, resteraient les principaux alliés de Messi au sein du vestiaire. Le plan de Bartomeu semble donc simple. Le président barcelonais a certes tout fait pour retenir Messi contre son gré, mais désormais il ne veut pas que celui-ci retourne le vestiaire contre la direction, comme il a pu le faire tout récemment.

Avec le10sport.com

Grand Lomé

Bientôt l'adressage total de la capitale

Une équipe du District autonome du grand Lomé (DAGL) a initié une rencontre ce mardi 22 septembre destinée à présenter aux maires des 13 communes que cette autorité chapeaute, le processus d'adressage.

L'objectif clairement affiché est d'actualiser et d'étendre l'adressage à l'ensemble de la capitale et ses environs. Et il a été question « d'expliquer aux élus l'intégralité du processus d'adressage, ainsi que les principes du partage des responsabilités entre le District et les communes qui en sont les bénéficiaires directs », rapporte un confrère présent à cette rencontre. L'adressage, pour beaucoup, reste un outil simple d'aide à la gestion de la cité. Dans les tout prochains jours, un appel d'offres international sera lancé et débouchera sur le choix d'un bureau d'études.



En 2019, une partie des rues et voies ont été renommées. Selon les textes, le DAGL a pour rôle l'assainissement de la capitale et de l'ensemble du Grand Lomé, la protection de l'environnement, la planification de l'aménagement du territoire du district autonome, la promotion et

la réalisation des actions de développement économique, sociale et culturelle. Le District s'appuie sur les taxes et les ressources issues des subventions publiques et d'appuis extérieurs pour réaliser sa mission.

Avec iciLome

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles
<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>



#CQFS

Bénéficiez d'une **réduction de 40% sur la TPU** pouvant aller jusqu'à quatre ans selon votre affiliation à une structure d'accompagnement vers la formalisation telles que les CGA, DOSI, ANADEB.



Office Togolais des Recettes - OTR



#CQFS

L'OTR est désormais disponible sur «**WhatsApp**» pour vos questions, observations et commentaires liés à la fiscalité et à la douane via le numéro

(+228) 90 99 41 01



Office Togolais des Recettes - OTR